

Lever de rideau sur la diversité

Hormis le FN, les candidats rivalisent de propositions pour diversifier l'accès à l'art

Tiens, des responsables politiques, pour la plupart de droite, ont parlé de Molière ces derniers jours. La culture serait-elle entrée en campagne ? En fait, si Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez ont fait appel à l'homme de théâtre le plus populaire de France, c'est pour « vendre » leur mesure, très contestée, visant à imposer l'embauche de travailleurs parlant le français sur les chantiers. Troublant paradoxe avec l'actualité culturelle : cette polémique fait irruption au moment même où les candidats à la présidentielle rivalisent – c'est le mot – de propositions en vue de favoriser la diversité sur scène et au sein du public – diversité sociale, ethnique, diversité des corps, des récits, des langues mais aussi des pratiques, amateurs, professionnelles, etc.

Le français sur les chantiers et la diversité sur scène ? L'image fait tousser dans les rangs des Républicains. « *Je préfère que l'on parle de Molière dans les écoles, et que l'on fasse découvrir son œuvre à tous les élèves* », répond David Lisnard, qui est l'un des porte-parole « culture » de François Fillon. Le maire de Cannes préfère aussi mettre en avant les parcours d'éducation artistique qui existent « *dans quasiment 100 % des maternelles et des écoles élémentaires* » de sa ville. « *La culture, c'est de l'émotion partagée, mais il y a en plus une dimension verticale : cela passe par un apprentissage. Chacun peut devenir un héritier* », dit-il.

C'est l'idée du capital culturel. Mais il faut des moyens, insiste-t-on dans l'équipe de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. « *Si on veut généraliser l'éducation artistique de la maternelle au lycée, c'est 100 millions d'euros, et tel est notre engagement* », explique Roger Tropéano, ancien membre du PS. Par ailleurs, l'Etat verserait « *25 millions d'euros pour sécuriser les conservatoires de musique dès 2017* » et aussi « *80 millions d'euros pour financer la gratuité des musées tous les dimanches* ».

Le sujet de la diversité est incontournable – seul le Front national claironne que « *l'Etat n'a pas à se*

préoccuper de la diversité, mais seulement de la francophonie ». En France, la création et l'acte de programmation sont libres – des principes rappelés dans la loi relative à la liberté de création de 2016. Mais encore faut-il que chacun ait la chance de découvrir les œuvres en tant que spectateur, ou de les créer en tant qu'artiste. Or les inégalités d'accès demeurent, d'ordre social, économique, géographique, symbolique – même si les secteurs de la danse contemporaine et des musiques actuelles sont moins verrouillés. Comment « *rassembler des gens qui ne se ressemblent pas* », pour reprendre la formule du metteur en scène congolais Dieudonné Niangouna ?

A la rencontre de la population

Demandez les programmes : le projet culturel détaillé de Benoît Hamon est sorti de l'imprimerie jeudi 16 mars. Et la part belle est faite à la démocratisation. Le candidat socialiste s'engage à « *faire évoluer les nominations dans les institutions en faveur de la diversité et de la parité* ». Il annonce la création d'un « *ministère de la culture, des médias et du temps libre* », qu'il entend rapprocher de l'éducation populaire. Outre les arts à l'école, il faut soutenir la lecture « *en inscrivant et en accompagnant physiquement tous les enfants de cours préparatoire dans les bibliothèques publiques* ». Benoît Hamon milite aussi pour la « *coconstruction des politiques culturelles* » avec les habitants.

C'est ce qui se passe à Clichy-Montfermeil (Seine-Saint-Denis) : en attendant l'ouverture de la tour Médicis, grand projet culturel prévu pour 2023, les artistes associés sont partis à la rencontre de la population. « *Les gens n'attendent que ça. Ils veulent autant une réparation qu'une reconnaissance. Qu'on sorte de l'assignation, qu'on ne les interroge pas seulement sur la violence ou les émeutes* », indique Olivier Meneux, chargé du projet de la tour Médicis. De même, le Centre Pompidou, à Paris, souhaite développer en 2018 une politique hors les murs, probablement à La Courneuve (Seine-

Saint-Denis), où seront déménagées ses réserves en 2020. L'occasion de transformer « *une opération immobilière en expérience de création partagée* », espère son président, Serge Lasvignes.

Les statistiques sont tenaces. Et le tout récent rapport intitulé « *Musées du XXI^e siècle* », dirigé par Jacqueline Eidelman et rendu public le 2 mars, le confirme : les ouvriers et employés ne représentent que 10 % des visiteurs au Centre Pompidou, à Paris, quarante ans après son ouverture, alors même que la Bibliothèque publi-

que d'information (BPI), au deuxième étage du bâtiment, accueille pour moitié des jeunes issus des banlieues. Quant au Louvre-Lens, ouvert en décembre 2012, implanté dans l'une des villes les plus pauvres de France, il n'est pas parvenu – pour l'instant – à attirer les milieux populaires.

Autre question sensible, la couleur de peau : rares sont les personnes noires, arabes, asiatiques, etc., dans les rangs du public et sur scène. Le quinquennat a certes permis de lever des tabous, grâce à des nominations et au militantisme d'artistes et de programmeurs/trices de lieux. De 2012 à 2017, les crédits du ministère pour l'éducation culturelle ont doublé (de 30 millions à environ 64 millions d'euros), même si cela reste insuffisant. En décembre 2015, Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication (2014-2016), mettait en place le Collège de la diversité, en vue d'évaluer « *les bonnes pratiques* ».

Contre les discriminations

Car les expérimentations fleurissent, du dispositif Démon qui fait découvrir la musique classique aux enfants, à l'ouverture de la CinéFabrique à Lyon, en 2015, une école publique qui vise à élargir les profils des futurs cinéastes, chefs-opérateurs, etc. Au théâtre ? Entre autres initiatives, les metteurs en scène Stanislas Nordey et Stéphane Braunschweig ont ouvert depuis 2014 les ateliers 1^{er} Acte au Théâtre de la Colline, à Paris – et aujourd'hui au Théâtre national de Strasbourg –, à destination

d'apprentis acteurs « *ayant fait l'expérience de la discrimination* ».

Du côté des écoles d'art, une charte contre les discriminations a été rédigée en 2015 par Emmanuel Tibloux, président de l'ANDEA (Association nationale des écoles supérieures d'art). Lauréat du prix Marcel-Duchamp, en octobre 2016, le jeune plasticien franco-algérien Kader Attia a ouvert un lieu à Paris, près de la gare du

Nord, La Colonie, où l'on débat d'art contemporain et de questions post-coloniales...

Membre du Collège de la diversité, directeur du Centre dramatique national (CDN) de Rouen, David Bobée est aussi l'un des initiateurs de « *L'Appel à décoloniser les arts* ». Du chemin a été parcouru, dit-il : « *En France, on n'élabore pas de statistiques ethniques. Mais, dans le monde de la culture, on peut désormais communiquer sur le fait qu'il y a 30 % de non-Blancs dans la société française, en s'appuyant sur l'enquête "Trajectoires et origines" réalisée en 2008 au sein de l'Institut national d'études démographiques* », dit-il. Sans aller jusqu'aux quotas, il avance l'idée que le milieu de la culture doit refléter davantage le pays réel.

La question est devenue plus pressante depuis les attentats du 13 novembre 2015, à Paris. En Italie, dès le 24 novembre 2015, Matteo Renzi, alors président du conseil italien, annonçait un « *passage culture* » pour les jeunes de 18 ans. Entré en vigueur en novembre 2016, il est doté d'un crédit de 500 euros et donne droit, par le biais d'une application, à des livres, de la musique, des spectacles, des entrées aux musées. Emmanuel Macron a repris l'idée du « *bonus cultura* » et son équipe scrute les premiers résultats : à ce jour, 306 000 jeunes de 18 ans, sur un total de 450 000 personnes éligibles, ont utilisé le passe à hauteur de 37 millions d'euros. Même si certains *ragazzi* ont rendu sur Internet les livres ainsi obtenus... A quoi bon le passe

culture, s'interroge David Lisnard, dans l'équipe de Fillon ? « *Ce dispositif va accentuer les inégalités. Seuls les jeunes qui ont déjà une ouverture à la culture vont en profi-*

ter», prévient le maire de Cannes.

Prix des places, un frein

Mais l'idée du « laissez-passer » séduit. Car il y a l'obstacle du tarif. Ces dernières années, le prix des places a souvent augmenté dans les théâtres publics. A l'Odéon, à la Comédie-Française et au Rond-Point, à Paris, il tourne autour de 40 euros à tarif plein et devient un frein à la fréquentation. Conscientes du problème, les trois directions réfléchissent à de nouvelles grilles.

Pour ne citer qu'un exemple, à

l'Odéon-Théâtre de l'Europe, Stéphane Braunschweig propose des avant-premières à moitié prix pour les créations de la saison. A la MC93 de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, Hortense Archambault a supprimé l'abonnement et propose un passe illimité, comme au cinéma : les gens paient 7 euros par mois, s'engagent sur dix mois, et peuvent voir autant de spectacles qu'ils veulent. La programmation, justement, doit rendre compte de la complexité du monde, estime Hortense Archambault : « Il y a des

chaînes manquants, des gens dont on ne parle pas et qu'on n'entend pas sur scène. Je pense aux classes populaires, à la colonisation, à la ruralité, par exemple. »

Mais il existe une autre barrière, physique celle-là : les théâtres publics se sont un peu refermés, s'inquiète l'ancienne codirectrice du Festival d'Avignon. « A cause de la baisse des subventions, ils ne sont plus ouverts dans la journée, les programmations sont plus courtes, tout est concentré sur le moment de la représentation. Pourtant, avant et après, il y a plein de choses », dit-

elle. Il faut encore trouver le « passe-partout » pour déverrouiller Bercy. ■

ROXANA AZIMI, CLARISSE FABRE
ET BRIGITTE SALINO

**Ouvriers
et employés
ne représentent
que 10 %
des visiteurs
du Centre
Pompidou**